



Assemblée générale

Distr. limitée
3 septembre 2010
Français
Original: anglais

**Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international**
Groupe de travail VI (Sûretés)
Dix-huitième session
Vienne, 8-12 novembre 2010

Inscription des sûretés réelles mobilières

Note du Secrétariat

Additif

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
IV. Règles juridiques applicables au processus d'inscription et de recherche	1-68	3
A. Introduction	1	3
B. Droit de procéder à une inscription	2-7	3
C. Inscription anticipée	8-9	4
D. Inscription unique pour plusieurs conventions constitutives de sûreté	10-11	5
E. Teneur exigée de l'inscription	12-45	5
1. Informations sur le constituant	12-28	5
2. Informations sur le créancier garanti	29	10
3. Description des biens grevés	30-42	11
4. Durée de l'inscription	43	14
5. Montant maximum de l'obligation garantie	44-45	14
F. Inscription des modifications ultérieures	46-52	15
1. Transfert d'une sûreté	46	15
2. Renonciation à la priorité	47	15



3.	Modification de l'élément identifiant le constituant ou transfert d'un bien grevé	48-49	15
4.	Ajout de nouveaux biens grevés	50	16
5.	Prorogation	51	16
6.	Correction en cas d'expiration ou d'annulation erronée	52	16
G.	Moment de prise d'effet de l'inscription	53-54	16
H.	Annulation ou modification obligatoire de l'inscription	55-59	17
I.	Droit d'effectuer des recherches	60-62	18
J.	Critères de recherche	63-67	19
K.	Langue de l'inscription et de la recherche	68	20
V.	Conception, administration et fonctionnement des registres	69-88	20
A.	Introduction	69	20
B.	Dossiers d'inscription électroniques ou papier	70-71	20
C.	Dossiers d'inscription centralisés et unifiés	72	21
D.	Accès des utilisateurs aux dossiers d'inscription	73-76	21
E.	Considérations touchant à la conception et à l'exploitation	77-88	22
1.	Création d'une équipe chargée de la mise en place du registre	77	22
2.	Responsabilité de la conception et de l'exploitation	78	22
3.	Capacité du système	79	22
4.	Programmation	80-81	23
5.	Qualité des données	82	23
6.	Serveurs de secours	83	23
7.	Rôle du personnel du registre et responsabilité	84-85	23
8.	Financement des coûts initiaux de mise en place et de fonctionnement (frais d'inscription et de recherche)	86-87	24
9.	Formation théorique et pratique	88	24
VI.	Autres questions	89-93	24
A.	Supervision et fonctionnement du registre	89	24
B.	Inscription des sûretés réelles mobilières en garantie du paiement d'une acquisition	90	25
C.	Mesures de lutte contre la corruption	91	25
D.	Transition	92	25
E.	Règlement des litiges	93	25

IV. Règles juridiques applicables au processus d'inscription et de recherche

A. Introduction

1. Dans l'intérêt de la sécurité juridique, un État qui met en place un registre des sûretés devra élaborer un ensemble de règles juridiques et de formulaires régissant le processus d'inscription et de recherche. Le présent chapitre a pour objectif de recenser les questions que le Groupe de travail voudra peut-être traiter dans un texte sur l'inscription des sûretés réelles mobilières. Les recommandations du *Guide* (et en particulier de son chapitre IV) constituent les textes de base pour l'examen de ces questions. La présente analyse est donc fondée sur ces recommandations, auxquelles il est constamment fait référence ci-après.

B. Droit de procéder à une inscription

2. Habituellement, le créancier garanti a le droit de procéder à l'inscription de la sûreté dont il est titulaire, directement ou par l'intermédiaire d'un représentant, par exemple un cabinet d'avocats, un mandataire ou un autre prestataire de services (une fois qu'un registre a été mis en place, ces prestataires de services lancent de nouvelles entreprises et la réforme a donc pour avantage supplémentaire de contribuer à créer des emplois et de nouvelles opportunités de développement économique. Dans certains pays de *common law*, cependant, la société constituante est en fait la seule autorisée à inscrire des sûretés ("charges") dans le registre des sociétés.

3. De même, la personne ayant procédé à l'inscription initiale peut généralement radier ou modifier cette inscription. Si un numéro d'identification personnel a été attribué à cette personne par le registre, toute personne disposant de ce numéro peut procéder à une radiation ou à une modification de l'inscription.

4. Les législations sur les opérations garanties exigent souvent l'autorisation du constituant pour que le créancier garanti puisse procéder à l'inscription d'informations concernant une sûreté (c'est-à-dire, pour reprendre la terminologie du *Guide*, à l'inscription d'un "avis"). Cependant, cette exigence peut généralement être satisfaite par une convention (antérieure ou postérieure à la convention constitutive de sûreté) qu'il n'est pas nécessaire de faire figurer dans l'information inscrite. En outre, on considère souvent que la convention constitutive de sûreté est en soi une autorisation suffisante pour procéder à l'inscription. C'est l'approche qui est recommandée dans le *Guide* (voir la recommandation 71). L'essor des communications électroniques a atténué ce problème car le constituant peut donner son autorisation à l'avance dans le fichier du registre ou cette autorisation peut lui être demandée automatiquement par le fichier du registre lorsqu'il est procédé à l'inscription.

5. En revanche, certains systèmes de registre exigent que l'accord du constituant soit attesté directement dans le fichier du registre. Telle est par exemple l'approche recommandée dans le projet de cadre commun de référence européen. Cette exigence a pour effet d'accroître considérablement le coût et la durée du processus d'inscription car elle oblige à vérifier de façon fiable que la personne donnant son

accord est bien le constituant désigné dans l'inscription. Cette vérification ne devrait pas poser de problème si le constituant peut être identifié au moyen d'un numéro unique (comme dans le cas d'une société immatriculée ou d'un constituant ayant une carte d'identification numérotée), mais représente une véritable difficulté dans le cas des autres types de constituants.

6. Les systèmes qui exigent que l'autorisation du constituant apparaisse dans le fichier sont peut-être influencés par une analogie malvenue avec les registres de la propriété. Dans un registre de la propriété, une telle exigence se justifie dans la mesure où le véritable propriétaire peut perdre ses droits si une cession non autorisée est inscrite dans le fichier et la personne désignée comme le nouveau propriétaire entreprend ensuite de se défaire du bien. Cependant, dans un registre des sûretés réelles mobilières, l'inscription a seulement pour effet de signaler l'existence possible d'une sûreté grevant les biens décrits. Elle n'est préjudiciable au constituant qui y est désigné que dans la mesure où elle limite sa capacité de disposer librement de ces biens tant qu'elle n'a pas été radiée.

7. Par conséquent, le problème des inscriptions non autorisées peut être traité de façon plus rationnelle en instituant une procédure simplifiée qui permette à une personne désignée comme constituant dans une inscription non autorisée de procéder rapidement et à peu de frais à la radiation ou à la modification de cette inscription (voir les recommandations 54 d) et 72 du *Guide*). Cette procédure est traitée plus loin dans le présent chapitre (voir par. 55 à 59). Une protection supplémentaire contre les inscriptions non autorisées peut également être assurée en incluant dans le processus d'inscription une modalité quelconque d'identification du constituant. Ainsi, le système conserve une trace de la partie responsable (voir par. 73 à 76 plus loin). On peut également réduire au minimum les inscriptions non autorisées en exigeant que la personne procédant à l'inscription initiale notifie cette inscription au constituant et que le registre notifie à celui-ci les modifications ultérieures éventuelles (voir recommandations 55 c) et d) du *Guide*).

C. Inscription anticipée

8. Les systèmes de registre modernes autorisent généralement l'inscription anticipée, c'est-à-dire la possibilité de procéder à une inscription avant qu'une convention constitutive de sûreté ne soit conclue entre le constituant et le créancier ou qu'une sûreté ne soit créée (voir la recommandation 67 du *Guide*). L'inscription anticipée permet à un éventuel créancier garanti de s'assurer, à un stade précoce des négociations avec le constituant potentiel, une priorité de premier rang sur les sûretés pouvant être inscrites par la suite. En contrepartie, cela élimine le temps d'attente qui serait nécessaire pour octroyer le crédit au constituant s'il ne pouvait être procédé à l'inscription qu'après la conclusion de la convention constitutive de sûreté.

9. Si les négociations sont rompues et aucune convention constitutive de sûreté n'est conclue entre les parties désignées dans l'inscription, cela peut avoir une incidence négative sur la confiance dans la solvabilité de la personne désignée comme constituant dans l'inscription. On peut limiter ce risque ainsi que, d'une manière générale, les risques d'inscriptions non autorisées en veillant à ce que a) le constituant soit rapidement avisé de l'inscription (voir recommandation 55 c) du

Guide); et b) le constituant puisse faire radier l'inscription par une procédure simplifiée (voir les recommandations 54 d) et 72 du *Guide* et les paragraphes 55 à 59 de la présente note).

D. Inscription unique pour plusieurs conventions constitutives de sûreté

10. Dans un système de registre moderne (qui n'inclut pas les documents relatifs aux sûretés dans l'inscription), une inscription unique est suffisante pour rendre opposables les sûretés créées par des conventions constitutives de sûreté successives ou modifiées qui ont été conclues entre les mêmes parties et qui portent sur les mêmes biens grevés (voir la recommandation 68 du *Guide*). En pareil cas, l'inscription n'a d'effet que dans la mesure où l'information inscrite tient compte des conventions nouvelles ou modifiées. Par exemple si une nouvelle convention constitutive de sûreté porte sur des biens qui n'ont pas été décrits dans l'inscription antérieure, une nouvelle inscription sera nécessaire.

11. Un système permettant une inscription unique pour plusieurs conventions constitutives de sûreté a notamment pour avantages: a) de réduire le coût de l'inscription; b) de réduire les risques des créanciers garantis en termes de priorité; et c) de donner aux constituants et aux créanciers garantis une marge de manœuvre accrue pour modifier leurs relations financières en fonction de l'évolution des circonstances.

E. Teneur exigée de l'inscription

1. Informations sur le constituant

a) Généralités

12. Étant donné que seulement certains types de biens grevés ont un numéro de série ou un identifiant similaire, le nom du constituant ou un autre élément permettant de l'identifier sont, dans les régimes modernes sur les opérations garanties et l'inscription des sûretés, le principal critère permettant de rechercher dans les fichiers d'un registre des sûretés toutes les informations concernant les sûretés sur la plupart des types de biens que cette personne peut avoir constitués. Les règles applicables à l'inscription indiquent clairement qu'il est essentiel d'inclure ces informations pour que l'inscription soit effective. L'adresse du constituant devrait également être mentionnée, à la fois pour faciliter l'identification de celui-ci et pour permettre aux parties intéressées de communiquer avec lui afin d'obtenir des informations complémentaires ou lui adresser des notifications légales.

13. Dans certains systèmes de registre, il n'est pas nécessaire d'inclure l'adresse du constituant dans l'inscription, et ce pour des raisons de confidentialité. Ainsi, les autres bailleurs de fonds intéressés doivent contacter le créancier garanti pour obtenir des informations supplémentaires concernant le constituant. En outre, il est probable que ces bailleurs de fonds seront déjà en contact avec celui-ci. Il convient de noter que si l'information exigée pour identifier le constituant est fiable et unique (par exemple, un numéro d'identification national), l'adresse du constituant n'est pas forcément indispensable parce que: a) si l'on dispose d'un numéro

d'identification unique, l'adresse n'est pas nécessaire pour identifier le constituant; b) on peut présumer qu'un créancier éventuel sait comment joindre le constituant éventuel pour obtenir les informations nécessaires; et c) un créancier éventuel devra de toute façon contacter le créancier garanti mentionné dans le fichier afin d'obtenir la confirmation de toute information fournie par le constituant.

14. Le constituant peut avoir créé une sûreté sur ses droits de grever une obligation dont est redevable un autre débiteur. Étant donné que l'objet de l'inscription est de révéler l'existence possible d'une sûreté sur le bien qui y est décrit, les règles prévoient normalement que la personne dont le nom doit apparaître dans l'inscription est le constituant et non cet autre débiteur (ou une personne garantissant simplement l'exécution de l'obligation dont est redevable ce débiteur).

15. Pour offrir une certaine sécurité juridique aux personnes procédant à une inscription et aux tiers qui consultent le registre, les systèmes d'inscription modernes indiquent également de façon explicite ce qui constitue un élément valable pour identifier le constituant. Autrement, un créancier garanti ne pourra pas être sûr que son inscription sera effective et les personnes consultant le registre ne pourront pas se fier aux résultats de leurs recherches (voir recommandations 58 à 60 du *Guide*).

b) Le constituant est-il un particulier ou une société ?

16. Un système de registre moderne est généralement conçu de manière à pouvoir enregistrer des informations concernant les constituants qui lui permettent de déterminer si ceux-ci sont des particuliers ou des sociétés (champs de données distincts pour l'inscription et bases de données distinctes pour l'archivage). Cette caractéristique de conception implique que les identifiants de ces deux catégories de constituants devront obéir à des règles différentes, ce qui aura également pour effet de rendre le processus de recherche plus efficace. Par exemple, la logique de recherche pour les constituants qui sont des sociétés peut utiliser des versions normalisées des noms de ces sociétés obtenues en procédant de la façon suivante: a) supprimer tous les signes de ponctuation, les caractères spéciaux et les différences majuscules/minuscules; b) enchaîner les groupes de caractères séparés; c) supprimer certains mots ou abréviations qui ne contribuent pas à l'unicité d'un nom (par exemple les articles et les indications du type d'entreprise telles que "société", "partenariat", "LLC" et "SA"; et d) grouper les mots ainsi obtenus en une chaîne de caractères afin de la comparer avec les versions normalisées des noms figurant dans l'index.

17. Cette caractéristique de conception a des incidences sur les règles applicables au processus d'inscription et de recherche. Les régimes d'inscription modernes indiquent clairement qu'il est nécessaire que le nom du constituant (prénom usuel, deuxième prénom et nom de famille) soit consigné dans les champs appropriés pour que l'inscription soit effective. Il est indispensable que les utilisateurs du registre sachent qu'en la matière la rigueur est essentielle car une recherche effectuée dans la base de données concernant les particuliers ne révélera pas l'existence d'une sûreté constituée par une société et vice versa.

c) Élément permettant d'identifier le constituant lorsqu'il s'agit d'un particulier

18. Certains systèmes de registre imposent l'utilisation d'un numéro d'identification délivré par l'État pour identifier le constituant lorsqu'il s'agit d'un particulier, tandis que d'autres utilisent le nom du constituant (voir recommandation 59 du *Guide*).

19. C'est en fonction de deux considérations principales que l'on pourra dire si un numéro d'identification délivré par l'État constitue ou non un élément d'identification approprié. Premièrement, il faut s'assurer que les règles d'ordre public de l'État (par exemple en matière de protection de la vie privée ou de sécurité) n'interdisent pas d'utiliser des numéros d'identification à des fins légales autres que celles pour lesquelles ils ont été délivrés. Si tel est bien le cas, la question suivante qui se pose est de savoir si le système de délivrance de ces numéros est suffisamment fiable pour garantir l'attribution d'un numéro unique à chaque individu.

20. Si c'est le nom du constituant qui doit être utilisé comme élément d'identification, il est important de disposer de règles spécifiant clairement en quoi consiste le nom "officiel" du constituant et les éléments de ce nom qui sont exigés (par exemple, le nom de famille, le prénom usuel, l'initiale du deuxième prénom). Même lorsqu'un numéro d'identification délivré par l'État constitue l'élément normal d'identification du constituant, de telles règles sont nécessaires pour les cas où le constituant n'est pas citoyen ou résident de cet État et ne s'est donc pas vu délivrer de numéro d'identification. Les trois approches ci-après peuvent être envisagées: a) tous les constituants peuvent être identifiés par un numéro; b) tous les constituants peuvent être identifiés par un nom; et c) certains constituants (citoyens) peuvent être identifiés par un numéro et d'autres (non citoyens) par un nom. L'idéal serait que tous les constituants puissent être identifiés par un numéro.

21. Bien que les règles concernant le nom officiel du constituant dépendent des conventions générales de formation des noms de chaque État, on se fonde souvent sur les documents délivrés par l'État. On pourrait par exemple, dans une règle incorporant cette approche, prévoir le recours à d'autres sources pour tenir compte des situations particulières de différents constituants (y compris le changement de situation qui intervient par exemple lorsqu'un constituant qui détenait seulement un passeport étranger à un moment donné obtient ultérieurement la citoyenneté et une carte d'identité de l'État du registre).

Situation du constituant	Source documentaire du nom
Né dans l'État adoptant	Certificat de naissance
Né dans l'État adoptant sans que sa naissance y ait été déclarée	1) Passeport en cours de validité 2) À défaut de passeport, assurance sociale/carte de sécurité sociale en cours de validité 3) À défaut de passeport ou de carte, passeport étranger en cours de validité délivré par l'État de résidence habituelle
Né dans l'État adoptant mais le nom dévolu à la naissance a été modifié ultérieurement conformément à la législation sur le changement de nom	Nom tel qu'il apparaît sur le certificat de changement de nom ou un document équivalent (certificat de mariage, par exemple)
Citoyen naturalisé de l'État adoptant	Certificat de citoyenneté
N'est pas né dans l'État adoptant et n'a pas la citoyenneté de cet État	1) Passeport étranger en cours de validité délivré par l'État dont le constituant a la citoyenneté 2) À défaut de passeport étranger en cours de validité, visa valide délivré par l'État adoptant 3) À défaut de visa et de passeport étranger
Aucune des situations ci-dessus	Nom tel qu'il apparaît sur deux documents délivrés par l'État adoptant, à condition que le nom soit identique (par exemple permis de conduire en cours de validité et carte d'assurance médicale officielle en cours de validité)

22. Dans les États où certains noms sont très courants et peuvent être portés par de nombreuses personnes, il peut être utile d'exiger des informations supplémentaires, par exemple la date de naissance, afin de pouvoir mieux identifier le constituant. Ainsi, lorsqu'une recherche révèle que de nombreux constituants ont le même nom de famille, leurs prénoms et adresses peuvent aider les tiers à déterminer si l'un d'entre eux est celui qui les intéresse. Cependant, il faut limiter les demandes d'informations supplémentaires, car plus les renseignements exigés sont détaillés, plus les risques d'erreur concernant les constituants et les problèmes de protection de la vie privée sont grands (voir recommandation 59 du *Guide*).

d) Éléments permettant d'identifier le constituant lorsqu'il s'agit d'une entreprise

23. Pour déterminer les éléments permettant d'identifier correctement les constituants lorsqu'il s'agit d'entreprises, les régimes d'inscription modernes commencent souvent par désigner les types d'entités qui peuvent être considérées comme des entreprises aux fins de l'inscription. En plus des personnes morales telles que les sociétés, la liste comprend des entités non dotées de la personnalité morale qui ont une identité juridique distincte de celle de leurs propriétaires (telles que partenariats, consortiums et coentreprises, syndicats, fiducies et biens d'une personne décédée ou insolvable).

24. Les règles applicables aident également à déterminer ce qui constitue le nom officiel ou un autre élément permettant d'identifier l'entité à des fins d'inscription. Pour ce qui est des sociétés et des autres entités dont la constitution doit être établie et divulguée dans un registre public, c'est le nom qui figure dans ce dernier qui est utilisé (ou le numéro sous lequel l'entité a été inscrite dans un registre des sociétés ou un registre similaire). S'agissant des autres entités qui n'ont pas d'identité juridique distincte de celle de leurs propriétaires, telles que les partenariats non inscrits, on se fie généralement au nom qui figure dans leurs documents constitutifs (voir recommandation 60 du *Guide*). Toutefois, les tiers n'auront peut-être pas accès à ces documents et il serait peut-être souhaitable d'exiger l'ajout d'éléments supplémentaires permettant d'identifier le constituant: on pourrait par exemple exiger que des éléments identifiant les partenaires d'un partenariat non inscrit soient saisis dans le champ prévu pour le constituant.

25. Lorsque le constituant est un consortium ou une coentreprise, on saisit normalement le nom de tous les participants au consortium ou à la coentreprise, ou d'une personne ou société désignée pour agir en leur nom. Lorsqu'il s'agit d'un syndicat, l'élément identifiant le constituant est généralement le nom officiel du syndicat; pour une fiducie, c'est le nom du ou des fiduciaires; pour le patrimoine d'une personne décédée, c'est le nom de l'administrateur identifié en tant que tel; et pour la masse d'un débiteur insolvable, c'est le nom du représentant de l'insolvabilité.

26. Dans le cas d'une entreprise individuelle, même si celle-ci peut être exploitée sous un autre nom commercial que celui du propriétaire, les registres exigent généralement la saisie, dans le champ prévu pour le constituant, du nom ou d'un autre élément identifiant le propriétaire, conformément aux règles applicables aux constituants individuels (car c'est la personne physique qui est le constituant), en plus de la mention du nom de l'entreprise dans le champ prévu pour la société constituante. On notera que, dans certains États, un numéro d'immatriculation ou un autre numéro unique est généralement attribué à la plupart des catégories de personnes morales, ce qui simplifie leur identification aux fins de l'inscription.

e) Incidence d'une erreur dans l'élément identifiant le constituant sur l'efficacité de l'inscription

27. Le nom du constituant ou un autre élément permettant de l'identifier étant le critère de recherche utilisé pour retrouver un avis, les régimes d'inscription modernes indiquent dans quelles circonstances une erreur dans la saisie de cet élément privera d'effet une inscription, si bien que la sûreté ne sera pas opposable. Les règles applicables précisent que la question n'est pas de savoir si l'erreur est

apparemment mineure ou dénuée d'importance, mais si elle ferait échouer la recherche officielle d'une inscription (c'est-à-dire une recherche qui n'est pas effectuée de façon aléatoire ou dans les fichiers du prestataire de services) à partir de l'identifiant officiel du constituant. Il convient également de préciser que le critère est objectif, c'est-à-dire que la personne qui conteste l'efficacité de l'inscription ne devrait pas avoir à prouver qu'elle a subi un préjudice du fait de l'erreur (voir recommandation 58 du *Guide*). Les règles de consultation du registre devraient être publiées dans un règlement ou une autre publication officielle à laquelle les utilisateurs pourraient se fier.

28. Certains systèmes de registre utilisent un logiciel qui affiche les résultats proches de l'élément d'identification correct. Dans de tels systèmes, une inscription pourra être considérée comme efficace même si la personne procédant à l'inscription a commis une erreur mineure dans la saisie de l'élément d'identification, pour autant que la personne effectuant la recherche puisse considérer comme probable que le constituant dont le nom apparaît parmi les résultats, en tant que correspondance inexacte, est bien le constituant recherché. Cela dépendra de certains facteurs tels que la longueur de la liste des correspondances inexactes et de la question de savoir si la personne qui effectue la recherche pourra identifier facilement le constituant recherché au moyen d'autres renseignements, comme l'adresse ou le prénom (il ne faudrait pas en effet qu'elle doive localiser un grand nombre de constituants pour trouver le bon).

2. Informations sur le créancier garanti

29. Les règles et formulaires applicables au processus d'inscription exigent systématiquement la saisie de l'identifiant du créancier garanti ou de son représentant, ainsi que de son adresse. Les règles relatives à l'identifiant devraient être les mêmes que pour le constituant. Il pourrait y avoir une exception à cette approche. Si une personne procédant à l'inscription ou effectuant une recherche est censée connaître l'identifiant numérique du constituant, cela ne sera pas nécessairement le cas de l'identifiant numérique du créancier garanti. La fourniture d'informations relatives à ce dernier a pour objet de permettre à une personne effectuant une recherche de mener des recherches supplémentaires si elle envisage d'octroyer un crédit garanti par le bien grevé. Par conséquent, le nom pourrait être le seul élément d'identification approprié pour le créancier garanti ou son représentant. En tout état de cause, puisque l'élément identifiant le créancier garanti n'est pas un critère de recherche ni un élément déterminant pour l'efficacité de l'inscription, l'exactitude n'est pas aussi essentielle dans ce cas. Toutefois, une certaine exactitude reste importante du point de vue pratique, car une personne effectuant une recherche se fiera aux données du registre pour communiquer avec le créancier garanti en vue d'obtenir des précisions concernant la convention constitutive de sûreté sous-jacente ou pour envoyer des notifications légales (voir recommandation 64 du *Guide*). Par conséquent, une inscription indiquant le nom ou un autre élément identifiant le créancier garanti avec une certaine exactitude devrait être suffisante, même si les exigences sont plus élevées en ce qui concerne le nom ou l'identifiant du constituant.

3. Description des biens grevés

a) Généralités

30. Il est important d'inclure une description des biens grevés dans l'inscription. L'absence de description limiterait la capacité du constituant de vendre ses biens grevés ou de constituer une sûreté sur eux. Les acheteurs éventuels et les créanciers garantis risquent de demander une forme de protection (par exemple, une mainlevée du créancier garanti) avant d'entamer des opérations impliquant un bien du constituant. L'absence de description réduirait également la valeur des informations contenues dans le registre pour les représentants de l'insolvabilité et les créanciers judiciaires. Pour ces raisons, la description des biens grevés est toujours un élément obligatoire de l'inscription (voir alinéa b) de la recommandation 57 du *Guide*).

31. Une description d'un bien grevé est généralement jugée suffisante, aux fins tant de la convention constitutive de sûreté que de l'inscription, dans la mesure où elle identifie suffisamment les biens grevés par la sûreté (voir recommandation 63 du *Guide*). Lorsque la sûreté couvre des catégories génériques ou sous-génériques de biens du constituant, les règles relatives à l'inscription prévoient souvent expressément qu'une description de la catégorie concernée ("tous les biens meubles du constituant" ou "l'ensemble des stocks et des créances du constituant", par exemple) est suffisante. Ces règles prévoient également qu'une telle description couvrira les biens futurs dans la catégorie concernée, à moins qu'il n'en soit disposé autrement. Ainsi, le terme "créances" couvrirait à la fois les créances actuelles et futures.

32. Une inscription peut parfois désigner un type de biens (sélectionné par exemple dans un menu déroulant), même si la convention constitutive de sûreté sous-jacente ne couvre que certains éléments précis dans la catégorie concernée. Ainsi, l'inscription pourra faire référence aux biens grevés par la formule "tous les biens meubles corporels", même si la convention constitutive de sûreté crée une sûreté uniquement sur certains biens d'équipement spécifiquement désignés. Cette approche permet au créancier garanti de conclure de nouvelles conventions constitutives de sûreté grevant des biens supplémentaires au fur et à mesure que les besoins financiers du constituant évoluent, tout en pouvant se fier à l'inscription existante pour les questions d'opposabilité et de priorité. Toutefois, pour tenir compte des situations dans lesquelles le constituant n'a pas autorisé de description plus large que l'éventail effectif des biens sur lesquels une sûreté a été créée ou est envisagée, les règles modernes régissant les opérations garanties et l'inscription prévoient généralement ce qui suit: a) le créancier garanti doit modifier l'inscription de manière appropriée dans un bref délai après réception de la demande du constituant; b) le constituant est en droit de demander une modification appropriée par une procédure judiciaire ou administrative simplifiée (voir recommandations 54 d) et 72).

b) Description de biens portant un numéro de série

33. De nombreux systèmes de registre modernes autorisent les recherches par bien pour certains types de biens qui ont un numéro de série ou un élément d'identification similaire fiable et ont des règles claires pour déterminer l'élément identifiant le bien concerné (par exemple, véhicules à moteur autorisés à rouler sur la voie publique, biens d'équipement industriels, agricoles ou de construction

importants ou biens d'équipement ménager). Comme dans de tels systèmes, le numéro de série constitue un critère de recherche supplémentaire, les personnes procédant à l'inscription sont également tenues de le saisir dans l'espace ou le champ réservé à cet effet. Dans certains régimes d'inscription, l'opposabilité aux autres créanciers garantis peut être assurée sans qu'il soit nécessaire de saisir le numéro de série mais, pour protéger les acheteurs, ce numéro doit être indexé. Ceci se justifie par le fait qu'un acheteur n'a pas accès à toutes les informations dont un créancier garanti disposera en faisant preuve de la diligence voulue et a donc besoin du numéro de série pour s'assurer que le titre de propriété est libre de tout droit avant d'accepter de l'acheter.

34. L'inscription d'un numéro de série limite la capacité d'un créancier garanti de rendre opposable une sûreté sur des biens futurs portant un numéro de série au moyen d'une seule inscription. Il devra procéder à une nouvelle inscription (ou modifier l'inscription existante) pour enregistrer le numéro de série de chaque nouvel élément acquis par le constituant (à moins que les numéros de série futurs ne soient connus avant la production des biens et que le système n'autorise l'inscription de plusieurs numéros). C'est pourquoi il est important que les règles confirment également qu'une indication du numéro de série des biens n'est pas requise lorsque ceux-ci font partie des stocks du constituant. En effet, l'identification par numéro de série des biens faisant partie de stocks est inutile pour protéger les tiers, pour les raisons suivantes: premièrement, les acheteurs qui acquièrent de tels biens dans le cours normal des affaires du constituant prennent possession de biens libres de toute sûreté (voir A/CN.9/WG.VI/WP.44, par. 39 à 41); deuxièmement, une description générique des biens grevés par le terme "stocks" est suffisante pour permettre à d'autres créanciers garantis ou chirographaires d'identifier raisonnablement les biens grevés.

35. Lorsqu'il y a plusieurs numéros de série acceptables pour le même bien, il devrait y avoir des règles claires indiquant quel numéro doit figurer dans l'inscription, et ces règles devraient également s'appliquer aux recherches. Ainsi, dans certains États, un véhicule à moteur peut être désigné par un numéro d'identification, attribué conformément à la loi sur les véhicules à moteur. Si ce numéro n'existe pas, on peut saisir le numéro de châssis. En l'absence de ces deux numéros, on peut saisir le numéro du fabricant. Dans ces États, une personne effectuant une recherche doit d'abord vérifier s'il existe un numéro d'identification, puis, s'il n'en trouve pas, utiliser pour sa recherche le prochain numéro pertinent.

c) Description du produit

36. En cas de disposition des biens grevés par le constituant, les lois sur les opérations garanties permettent généralement aux créanciers garantis de revendiquer une sûreté automatique sur le produit de la disposition.

37. Lorsque le produit décrit sous forme générique dans l'inscription consiste en espèces ou en droits au paiement de fonds, les règles modernes régissant les opérations garanties et l'inscription prévoient généralement que la sûreté sur ce produit reste automatiquement opposable. Toutefois, si ce produit ne prend pas la forme d'espèces ou de droits au paiement de fonds et n'est pas visé d'une autre façon par l'indication des biens grevés dans l'inscription existante, la sûreté sur le produit reste opposable, sans inscription d'une modification, pendant une brève période après que naît le produit. Si une modification est inscrite pendant cette

période, l'opposabilité reste ininterrompue à partir de la date d'inscription initiale (voir recommandations 39 et 40 du *Guide*). Il est alors nécessaire de modifier l'inscription, car la simple mention d'un "produit" dans l'inscription ne permettrait pas à un tiers d'identifier les catégories de biens en la possession du constituant qui pourraient constituer le produit en question. Dans ce cas, les règles d'inscription précisent que les exigences en matière de description qui s'appliquent aux biens initialement grevés s'appliquent également au produit.

38. Dans certains systèmes de registre modernes où l'inscription se fait en ligne, le terme "produit" correspond, par défaut, à la description la plus large possible, à savoir "tous les biens présents et futurs". La personne procédant à l'inscription peut remplacer cette description par défaut par une autre.

d) Conséquences d'une description erronée ou insuffisante des biens sur l'efficacité de l'inscription

i) Généralités

39. Si la personne qui procède à l'inscription omet de décrire un bien dans une inscription, celle-ci est sans effet à hauteur de l'omission, ce qui veut dire qu'une sûreté sur ce bien n'est pas opposable (cette règle s'applique aussi aux produits, sous réserve des conditions examinées au paragraphe 37 ci-dessus). Toutefois, les règles modernes régissant les opérations garanties et l'inscription précisent que l'inscription est privée d'effet uniquement en ce qui concerne les biens omis et que la sûreté grevant les biens décrits dans l'inscription reste opposable (voir recommandation 65 du *Guide*).

40. Contrairement au nom du constituant, la description des biens grevés n'est pas un critère de recherche (à l'exception du numéro de série des biens; voir par. 33 à 35 ci-dessus, voir aussi par. 41, 42 et 63 ci-dessous). Par conséquent, les règles modernes régissant les opérations garanties et l'inscription précisent généralement qu'une erreur mineure dans la description du bien grevé ne prive pas d'effet une inscription, sauf si elle empêche une personne raisonnable effectuant une recherche de conclure que la description correspond bien à l'élément ou au type de bien grevé recherché (voir recommandation 64 du *Guide*).

ii) Erreur dans la description de biens portant un numéro de série

41. Dans les systèmes qui permettent également de procéder à des inscriptions et à des recherches par bien pour certains biens portant un numéro de série, le critère permettant de déterminer si une erreur prive d'effet une inscription devrait être le même que pour une erreur dans l'élément identifiant le constituant, c'est-à-dire la question de savoir si cette erreur ferait échouer une recherche effectuée à partir du numéro correct.

42. Des indications sont également données pour le cas où un numéro de série est correctement saisi dans le registre, mais où l'élément identifiant le constituant comporte une erreur grave pour qu'une recherche effectuée à partir de l'identifiant correct échoue. En principe, un tiers qui effectue une recherche devrait pouvoir se fier entièrement à une recherche effectuée à partir de l'identifiant du constituant ou du numéro de série. Toutefois, toutes les personnes qui effectuent une recherche n'auront pas nécessairement un accès direct aux numéros de série correspondant à certains biens du constituant. De plus, en imposant en fait à ces personnes

l'obligation d'effectuer des recherches à partir du numéro de série, on risquerait d'entraîner des difficultés et des coûts excessifs, par exemple dans le cas où un constituant détient de nombreux éléments considérés comme des biens portant un numéro de série. Par conséquent, les règles devraient préciser qu'une erreur dans le numéro de série prive d'effet l'inscription dans la mesure où elle fait échouer une recherche effectuée à partir du numéro correct, même si l'élément identifiant le constituant a été correctement saisi (voir recommandation 63 du *Guide*). On notera que, dans certains régimes d'inscription, un acheteur peut se fier soit à l'élément identifiant le constituant, soit au numéro de série du bien, alors qu'un créancier garanti potentiel peut uniquement se fier à une recherche effectuée à partir du nom ou d'un autre élément identifiant le constituant.

4. Durée de l'inscription

43. Deux approches sont possibles pour déterminer la durée de l'inscription (voir recommandation 69 du *Guide*). La loi sur les opérations garanties peut préciser que toutes les inscriptions s'éteignent à l'expiration d'un délai légal standard (de cinq ans par exemple), l'obligation de veiller à ce que l'inscription soit renouvelée avant l'expiration du délai incombant ensuite au créancier garanti, ou bien elle peut permettre aux créanciers garantis de choisir librement la durée souhaitée de l'inscription. Dans ce cas, la mention du délai sera une composante essentielle de l'efficacité juridique de l'inscription. Dans les systèmes qui adoptent cette seconde approche, il peut être souhaitable de fixer pour les droits d'inscription un tarif proportionnel à la durée choisie par la personne procédant à l'inscription, de manière à dissuader celle-ci de choisir une durée trop longue. Il peut aussi être souhaitable de faire en sorte que le système n'autorise pas les inscriptions pour une période trop courte (deux semaines par exemple) ou supprime automatiquement les inscriptions sans date d'expiration. On notera toutefois que les régimes d'inscription modernes prévoient généralement qu'une erreur concernant la durée ne prive pas d'effet une inscription (voir recommandation 66 du *Guide*).

5. Montant maximum de l'obligation garantie

44. Certaines règles régissant les opérations garanties et l'inscription exigent qu'une personne procédant à l'inscription indique le montant maximum garanti par la sûreté (c'est une possibilité laissée ouverte dans le *Guide*; voir recommandation 57 d)). Par conséquent, la sûreté n'est pas opposable au-delà du montant maximum de la créance garantie (en aucun cas, le créancier garanti ne peut réclamer davantage que le capital, les intérêts et les dépenses éventuellement convenues qui lui sont effectivement dus). Cette exigence vise à faciliter l'accès du constituant à des sources additionnelles de financement garanti sur la base de la valeur résiduelle du bien une fois pris en compte le montant nécessaire pour satisfaire l'obligation garantie par une sûreté inscrite antérieurement.

45. Les parties sont toujours libres de convenir d'un montant maximum suffisamment élevé pour couvrir tout besoin prévisible en cas d'accroissement ultérieur de la valeur de l'obligation garantie. Toutefois, si le créancier garanti a un pouvoir de négociation suffisant face au constituant pour gonfler le montant indiqué, l'objectif de cette exigence est compromis. Quoi qu'il en soit, lorsque cette approche est adoptée, la mention du montant en question est déterminante pour la validité d'une inscription. On notera toutefois que, comme c'est le cas des erreurs

concernant la durée de l'inscription, les régimes d'inscription modernes prévoient généralement qu'une erreur concernant le montant maximum de l'obligation garantie ne prive pas d'effet l'inscription (voir recommandation 66 du *Guide*). On notera également que l'indication, dans les données d'inscription, du montant maximum de l'obligation garantie soulève des questions de confidentialité et de concurrence.

F. Inscription des modifications ultérieures

1. Transfert d'une sûreté

46. Si un créancier garanti transfère une sûreté rendue opposable par inscription, il ne devrait pas être obligatoire d'actualiser l'inscription pour indiquer le nom du nouveau créancier garanti étant donné que le critère de recherche pertinent est l'élément identifiant le constituant, et non celui qui identifie le créancier garanti. Toutefois, il devrait être possible d'apporter une telle modification, car le créancier garanti initial ne voudra pas, en général, continuer à répondre aux demandes d'information provenant de tiers et le nouveau créancier garanti voudra s'assurer de recevoir toute notification légale ou autres communications liées à sa sûreté (voir recommandation 75 du *Guide*). En outre, le créancier garanti initial devrait être légalement tenu de communiquer l'identité du nouveau créancier garanti au moins au constituant, pour que ce dernier puisse obtenir des informations actuelles concernant la sûreté inscrite et l'obligation correspondante.

2. Renonciation à la priorité

47. Lorsqu'un créancier garanti convient de subordonner une sûreté inscrite au droit d'un autre créancier garanti, il devrait être autorisé à modifier l'inscription pour révéler cette subordination. Toutefois, ceci devrait être facultatif car la subordination a uniquement une incidence sur leur rang de priorité respectif (voir recommandation 94 du *Guide*).

3. Modification de l'élément identifiant le constituant ou transfert d'un bien grevé

48. Une modification du nom ou d'un autre élément identifiant le constituant, ou le transfert, par le constituant, de son droit sur le bien grevé, peuvent porter atteinte à la fonction de publicité de l'inscription. L'élément identifiant le constituant est le principal critère de recherche et une recherche effectuée à l'aide du nouvel élément identifiant le constituant ou de l'élément identifiant le bénéficiaire du transfert ne révélera pas une sûreté inscrite sous l'ancien nom ou sous l'élément identifiant le constituant initial.

49. Les États adoptent différentes approches concernant la question de savoir si un créancier garanti devrait modifier une inscription dans ces circonstances et à quel moment il devrait le faire. Lorsque la divulgation est requise, les régimes d'inscription modernes précisent ce qui constitue une modification de l'élément identifiant dans le contexte, en particulier, des fusions de sociétés et l'effet d'une absence de modification dans ces circonstances (voir recommandation 61 du *Guide*).

4. Ajout de nouveaux biens grevés

50. Après la conclusion de la convention constitutive de sûreté initiale, le constituant peut convenir d'octroyer une sûreté sur des biens supplémentaires qui ne sont pas encore décrits dans la convention. Dans ce cas, la question se pose de savoir si une nouvelle inscription est nécessaire ou s'il est possible de modifier l'inscription initiale. Lorsque c'est la deuxième option qui est choisie, les régimes d'inscription modernes précisent que la sûreté sur les biens supplémentaires ne devient opposable et n'acquiert un rang de priorité qu'à partir du moment où la modification a été inscrite (voir recommandations 70 et 73 du *Guide*).

5. Prorogation

51. Les régimes d'inscription modernes prévoient que la durée d'une inscription existante peut être prolongée par la présentation d'un avis de modification à tout moment avant l'expiration de la durée de l'inscription initiale, ce qui permet d'éviter une interruption de l'opposabilité initiale. Si une nouvelle inscription était exigée, cela porterait atteinte au rang de priorité initial du créancier garanti et à la continuité de l'opposabilité de sa sûreté. Comme la durée initiale de l'inscription, la durée de sa prorogation peut être fixée par la loi ou choisie par la personne procédant à l'inscription. Dans le premier cas, la durée de la prorogation devrait être égale à la durée initiale. Si la loi autorise la personne procédant à l'inscription à spécifier la durée de l'inscription, celle-ci pourra également choisir la durée de la prorogation. Dans ce deuxième cas, la personne procédant à l'inscription pourra choisir par exemple une durée d'inscription initiale de cinq ans et une durée de prorogation de trois ans (voir recommandation 69 du *Guide*).

6. Correction en cas d'expiration ou d'annulation erronée

52. Si un créancier garanti ne renouvelle pas une inscription en temps voulu ou s'il enregistre involontairement une annulation, certains systèmes lui permettent de rétablir l'inscription à tout moment. Dans ce cas, l'inscription reprend effet à compter du moment où elle est rétablie (voir recommandation 47 du *Guide*); et c'est à partir de ce moment que commence la priorité conférée par l'inscription rétablie (voir recommandation 96 du *Guide*). Par conséquent, s'il y a un délai entre l'expiration et le rétablissement de l'inscription, la priorité initiale est perdue, mais seulement à l'égard des réclamants concurrents dont le droit est né pendant ce délai.

G. Moment de prise d'effet de l'inscription

53. Lorsque les informations relatives à l'inscription sont transmises sous forme électronique, les systèmes de registre sont généralement programmés pour que la date d'inscription ne soit fixée qu'une fois que les informations ont été correctement saisies dans les fichiers du registre. Ainsi, le moment où l'inscription prend effet coïncide avec celui où elle devient accessible à des tiers qui souhaitent effectuer des recherches.

54. Dans les systèmes qui permettent le dépôt d'avis d'inscription sur papier, les approches varient. Dans certains États, la date d'inscription est attribuée dès que l'avis sur papier est reçu par le conservateur du registre. Toutefois, le décalage qui en résulte entre le moment où l'inscription prend effet et le moment où elle devient

accessible aux personnes effectuant des recherches crée un risque de priorité pour les tiers, qui risquent d'être liés par une inscription qui n'apparaît pas encore dans les données accessibles au public. Pour régler ce problème, le système peut être programmé pour indiquer une "heure d'actualité du fichier", antérieure à l'heure où la recherche est réellement effectuée. Dans ce cas, les résultats de la recherche afficheront uniquement les inscriptions effectives jusqu'à ce moment précis. Il en résulte que les tiers intéressés, après avoir effectué une première recherche et procédé à une inscription pour assurer leur position prioritaire, devront effectuer une deuxième recherche avant de pouvoir avancer des fonds en toute confiance ou agir d'une autre manière en se fiant aux données du registre. La meilleure pratique consiste à faire dépendre la date d'inscription du moment où les informations sont saisies dans les fichiers du registre, si bien que le moment de prise d'effet de l'inscription correspond au moment où elle est consultable (voir recommandation 70 du *Guide*). Avec les avancées technologiques, la saisie des informations s'accélère et il y a de moins en moins de retards dus au fait qu'une quantité excessive d'informations doit être saisie. Toutefois, ce genre de retard peut subsister lorsque la technologie est obsolète ou que l'inscription par voie électronique n'est pas possible, ce qui entrave indûment l'accès au crédit.

H. Annulation ou modification obligatoire de l'inscription

55. Une inscription peut ne pas ou ne plus correspondre à une sûreté existante entre les parties qui y sont nommées. Cela peut se produire quand, après l'inscription, un prêt garanti envisagé ne s'est pas matérialisé ou si la relation prêteur-emprunteur garantie par l'inscription a pris fin. Dans ce cas, le fait que l'inscription subsiste dans les fichiers du registre limitera la capacité du constituant de vendre ou de créer une nouvelle sûreté sur les biens décrits dans l'inscription.

56. En général, un créancier garanti sera disposé à faire annuler une inscription à la demande de la personne désignée comme constituant. Toutefois, une procédure judiciaire ou administrative simplifiée devrait être mise en place pour forcer l'annulation de l'inscription en cas de refus du créancier garanti (voir recommandation 72 du *Guide*). La procédure devrait être simple et rapide, surtout si elle nécessite l'intervention du conservateur du registre, car ce dernier n'est pas un organe juridictionnel habilité à évaluer des preuves et examiner des arguments de droit concurrents.

57. Des questions similaires se posent lorsqu'une inscription contient des informations incorrectes qui risquent de compromettre la capacité de la personne désignée comme constituant d'administrer ses biens en faveur d'autres créanciers garantis ou d'acheteurs. Ainsi, la description des biens grevés contenue dans l'inscription peut inclure des éléments qui en fait ne sont pas couverts par une convention constitutive de sûreté sous-jacente. Par conséquent, la procédure devrait être conçue de manière à permettre également au constituant de modifier les informations contenues dans l'inscription afin qu'elle reflète l'état réel de la relation entre les parties.

58. Pour régler ces problèmes, certains régimes d'inscription modernes permettent au constituant et à toute personne qui a un droit sur les biens décrits dans l'inscription d'envoyer un avis écrit au créancier garanti désigné sur celui-ci, en vue

d'annuler ou de modifier l'inscription dans les cas suivants: a) toutes les obligations visées par la convention constitutive de sûreté à laquelle l'inscription se rapporte ont été satisfaites; b) le créancier garanti est convenu de lever la sûreté sur tout ou partie des biens décrits dans l'inscription; c) la description des biens grevés figurant dans l'inscription comprend des biens qui ne sont pas grevés aux termes de la convention constitutive de sûreté entre les parties; ou d) il n'existe pas de convention constitutive de sûreté entre les parties. Si le créancier garanti ne répond pas dans un certain délai, la personne qui présente la demande peut s'adresser à un tribunal ou au conservateur du registre pour faire inscrire l'annulation ou la modification, sous réserve de prouver que la demande a été notifiée au créancier garanti mais n'a pas été satisfaite. L'inscription peut être annulée ou modifiée conformément à la demande, à moins que, dans un certain délai après avoir été avisé de la requête adressée au tribunal ou au conservateur, le créancier garanti n'obtienne une décision de justice qui la maintient (voir recommandation 72 du *Guide*). Il faudra veiller à ne pas demander au conservateur d'évaluer des preuves et d'examiner des arguments de droit comme s'il s'agissait d'un organe juridictionnel.

59. Un créancier garanti devrait pouvoir modifier ou annuler une inscription à tout moment (voir recommandation 73 du *Guide*). Une fois qu'une inscription a été annulée, elle devrait être supprimée des fichiers accessibles pour des recherches. Toutefois, dans les systèmes d'inscription modernes, les informations sont conservées dans des archives qui ne sont pas accessibles pour des recherches, mais qui peuvent être retrouvées si nécessaire. Il peut par exemple être nécessaire de retrouver des informations pour déterminer quelle était la priorité d'une sûreté à un moment donné (voir recommandation 74 du *Guide*).

I. Droit d'effectuer des recherches

60. Pour atteindre ses objectifs en matière de publicité, un registre des sûretés moderne doit être officiellement accessible à des tiers effectuant des recherches (voir recommandation 54 f) du *Guide*). Un utilisateur peut effectuer une recherche sans avoir à justifier celle-ci (voir recommandation 54 g) du *Guide*). Les inscriptions sont normalement indexées et peuvent être retrouvées par les utilisateurs à partir de l'élément identifiant le constituant (voir recommandation 54 h) du *Guide*). Ces règles s'appliquent à tous les types de recherches, indépendamment du critère de recherche (élément identifiant le constituant, description ou numéro de série des biens, ou numéro d'inscription).

61. Un rapport de recherche devrait en règle générale contenir les informations disponibles dans le fichier public du registre (élément identifiant le constituant et le créancier garanti ou son représentant, description du bien grevé et, si nécessaire, montant maximum de l'obligation garantie; voir recommandations 54 a) et 57 du *Guide*). Les frais d'inscription et de recherche éventuels ne devraient pas être plus élevés que nécessaire pour permettre le recouvrement des coûts de mise au point et de fonctionnement du registre (voir recommandation 54 i) du *Guide*). Le processus d'inscription et de recherche devrait si possible être électronique (voir recommandation 54 j) du *Guide*). Enfin, le registre devrait être conçu de manière à être accessible en continu, sauf pendant de brèves périodes où il doit faire l'objet d'opérations programmées de maintenance courante (voir recommandation 54 l) du *Guide*).

62. Dans un souci de confidentialité, certains États ne donnent accès au registre qu'aux personnes qui ont un intérêt réel manifeste dans les affaires du constituant. Dans ces États, les personnes qui veulent effectuer des recherches doivent prouver qu'elles ont de bonnes raisons de le faire et c'est au conservateur du registre qu'il appartient d'en décider. Cette situation résulte du fait que l'on n'a pas bien compris que la création d'un registre a pour objectif de permettre à des tiers qui envisagent d'acquérir un droit sur un bien particulier (notamment par la vente, la réalisation d'une sûreté ou l'exécution d'un jugement) de déterminer si et dans quelle mesure les biens du constituant sont déjà grevés. En outre, le fait d'obliger les personnes effectuant des recherches à prouver qu'elles ont un intérêt dans les affaires commerciales du constituant nécessiterait la mise en place d'un processus administratif adapté et l'intervention du personnel du registre. Cette approche serait incompatible avec les principes de transparence et d'efficacité d'un système de registre moderne. Dans certains États, une personne effectuant une recherche ne doit avoir un motif justifié que si la recherche concerne un constituant particulier. Cette approche s'explique par la nécessité de protéger la vie privée des constituants. Dans ces États, toutefois, des acheteurs ou des prêteurs potentiels peuvent effectuer des recherches à partir des renseignements personnels d'un constituant.

J. Critères de recherche

63. Le fait que l'élément identifiant le constituant et, dans les systèmes qui permettent l'inscription supplémentaire des biens par numéro de série, le numéro de série ou tout autre numéro identifiant un bien sont les critères de recherche les plus couramment reconnus devra être expressément pris en compte dans les règles juridiques applicables et les formulaires de recherche. Les critères d'inscription et de recherche étant parallèles, il faudrait préciser que les règles qui régissent les éléments identifiant le constituant et les biens aux fins de l'inscription s'appliquent également au processus de recherche.

64. Lorsqu'un registre permet l'inscription à la fois de l'élément identifiant le constituant (que ce soit un nom ou un numéro) et du numéro de série du bien grevé, les deux éléments devraient être inscrits. Cela faciliterait les recherches, étant donné que les deux critères de recherche permettraient de retrouver l'inscription.

65. Le numéro d'inscription attribué par le registre à une inscription et communiqué au créancier garanti et au constituant (ce qui peut être fait automatiquement par le système de registre) est également un critère de recherche fréquemment disponible. L'objectif est de fournir à une personne procédant à une inscription ou effectuant une recherche un autre moyen de retrouver une inscription. Il convient de noter que certains systèmes de registre sont conçus de telle manière que seules les recherches effectuées à partir du numéro de l'inscription initiale sont possibles, tandis que d'autres permettent les recherches à partir des numéros d'inscription attribués à des modifications.

66. De nombreux registres permettent également de créer un index des noms des créanciers garantis. De fait, le logiciel du registre est conçu de manière à fournir un outil de recherche qui permette de trouver des renseignements à partir de différents critères, tels que le nom du créancier garanti. Ainsi, le personnel du registre peut, au nom d'un créancier garanti, procéder efficacement à une modification globale

lorsque le créancier garanti change de nom ou d'adresse. De nombreuses sociétés de services proposent également à leurs clients d'effectuer ces "modifications globales". Une question qu'il faudrait examiner est celle de savoir si le personnel du registre devrait avoir la possibilité de déterminer les renseignements devant faire l'objet d'une modification globale.

67. En tout état de cause, le nom ou tout autre élément identifiant le créancier garanti n'est généralement pas considéré comme un critère de recherche pour les recherches effectuées par le public. L'identité du créancier garanti ne présente guère d'intérêt au regard des objectifs juridiques du système de registre (voir recommandation 64 du *Guide*). Autoriser le public à effectuer des recherches pourrait être contraire aux attentes raisonnables des créanciers garantis en matière de confidentialité, étant donné par exemple qu'un fournisseur de crédit pourrait effectuer une recherche dans le registre pour obtenir la liste de ses concurrents (voir chap. IV, par. 81, du *Guide*).

K. Langue de l'inscription et de la recherche

68. Les règles modernes en matière de registre traitent également la question de la langue à utiliser pour la saisie des informations lors d'une inscription. En règle générale, c'est la langue officielle de l'État sous l'autorité duquel le registre est tenu. Dans les États qui ont plusieurs langues officielles, les inscriptions peuvent généralement être effectuées dans l'une quelconque de ces langues. Les résultats de la recherche seront affichés dans la langue utilisée lors de l'inscription (voir chap. IV, par. 44 à 46, du *Guide*).

V. Conception, administration et fonctionnement des registres

A. Introduction

69. Les questions liées à la conception technique, à l'administration et au fonctionnement jouent un rôle primordial dans l'efficacité et l'utilité d'un système de registre. Certaines des questions qu'il pourrait être utile d'examiner dans le texte sur l'inscription sont esquissées dans le présent chapitre.

B. Dossiers d'inscription électroniques ou papier

70. Par le passé, les dossiers d'inscription étaient conservés sous forme de documents papier puis éventuellement mis sous forme électronique. Dans certains États, c'est encore le cas. Les coûts opérationnels et administratifs de cette méthode de conservation sont très élevés. En revanche, dans tous les registres modernes, les données d'inscription sont saisies et conservées sous forme électronique dans une base de données centralisée (voir par. 38 à 43, chap. IV, du *Guide*).

71. Par rapport aux dossiers papier, un registre électronique offre, en termes d'efficacité, des avantages énormes, dont les suivants:

a) Réduction considérable du travail d'administration et d'archivage (il incombe au créancier garanti de s'assurer de l'exactitude des données d'inscription);

- b) Réduction des risques de dommage matériel, de vol et de sabotage;
- c) Possibilité de rassembler toutes les inscriptions dans un fichier unique, indépendamment du lieu où les données ont été saisies;
- d) Mise en place de processus d'inscription et de recherche plus simples, rapides et peu coûteux.

C. Dossiers d'inscription centralisés et unifiés

72. Dans les systèmes de registre modernes, même si les personnes procédant à l'inscription ont le choix entre plusieurs modes et points d'accès au registre (voir recommandation 54 k) du *Guide*), le dossier est conservé sous forme électronique dans une base de données unique centralisée (voir recommandation 54 e) du *Guide*). Cette approche garantit l'efficacité, l'accessibilité et la transparence du registre. L'égalité d'accès des utilisateurs se trouvant dans des lieux éloignés est assurée grâce à la transmission rapide des données saisies par les moyens de communication modernes. En outre, les moyens de communication modernes permettent d'établir des mécanismes d'accès en ligne aux dossiers d'inscription centralisés et unifiés (voir par. 21 à 24, chap. IV, du *Guide*).

D. Accès des utilisateurs aux dossiers d'inscription

73. Un registre informatisé permet de concevoir le système de telle manière que les utilisateurs puissent saisir des données et effectuer des recherches directement sans avoir besoin de l'aide ou de l'intervention du personnel du registre. Ainsi, la plupart des systèmes modernes autorisent la soumission des données d'inscription ainsi que l'interrogation du fichier et l'extraction des résultats par Internet ou par des systèmes de communication spécialisés (voir par. 25 et 26, chap. IV, du *Guide*).

74. Par rapport à un système dans lequel les données d'inscription doivent être saisies et les recherches effectuées par le personnel du registre pour le compte des utilisateurs, un système à accès électronique administré par les utilisateurs présente les avantages suivants:

- a) Réduction importante des effectifs et des autres dépenses courantes du registre;
- b) Réduction du risque d'erreur et des possibilités de fraude ou de corruption de la part du personnel du registre;
- c) Diminution correspondante du risque de voir la responsabilité du registre engagée à l'égard des utilisateurs qui pourraient autrement subir un préjudice parce que le personnel du registre n'a pas saisi les données d'inscription et de recherche ou ne les a pas saisies correctement;
- d) Accessibilité du système 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

75. Compte tenu de ces avantages, un système de registre moderne devrait être conçu de manière à permettre aux utilisateurs d'accéder directement aux inscriptions et d'effectuer des recherches par voie électronique. Ainsi, les utilisateurs fréquents (tels que les institutions financières, les concessionnaires

automobiles et les avocats représentant des créanciers) pourraient accéder à la base de données depuis leur propre ordinateur après avoir ouvert un compte d'accès au registre. Les utilisateurs occasionnels pourraient accéder au système par le biais de terminaux informatiques situés dans les administrations publiques locales sur l'ensemble du territoire d'un pays. En outre, compte tenu de la diminution considérable des coûts résultant de l'accès électronique direct, des fournisseurs de services du secteur privé pourront souvent procéder à l'inscription ou effectuer des recherches pour le compte d'utilisateurs moyennant un surcoût minime.

76. Afin d'assurer la sécurité et l'intégrité de la base de données du registre, tous les utilisateurs recevront un code d'accès et un mot de passe uniques. Pour procéder à une inscription, les utilisateurs devront soit avoir déjà ouvert un compte d'accès au registre, soit produire des documents d'identité s'ils utilisent les terminaux informatiques accessibles au public. Cette formule permet d'éliminer pratiquement tout risque de radiation ou de modification frauduleuse ou non autorisée. Elle permettrait également de débiter automatiquement les frais sur le compte des utilisateurs et d'exercer un contrôle institutionnel sur les droits d'accès.

E. Considérations touchant à la conception et à l'exploitation

1. Création d'une équipe chargée de la mise en place du registre

77. Il est essentiel que les techniciens responsables de la mise en place du système de registre soient pleinement informés des objectifs juridiques du système ainsi que des besoins pratiques du personnel qui sera chargé de l'administrer et de ses utilisateurs potentiels. Par conséquent, il est nécessaire de constituer, dès la phase initiale du processus de conception, une équipe représentative des attentes et des compétences des utilisateurs sur les plans technique, juridique et administratif.

2. Responsabilité de la conception et de l'exploitation

78. Il faut dès le départ déterminer si le registre doit être conçu et exploité par les services internes d'un organisme public ou en partenariat avec une entreprise privée dont on connaît les compétences techniques et la rigueur financière. Même dans le cas d'un partenariat, les États devraient assumer la responsabilité finale, en ce qui concerne la supervision et sur le plan juridique, et rester propriétaires du matériel informatique et des logiciels.

3. Capacité du système

79. L'équipe chargée de la mise en place devrait prévoir la capacité de la base de données du registre, en fonction notamment de la question de savoir si le registre doit couvrir les opérations de financement garanti concernant aussi bien les consommateurs que les entreprises, auquel cas on peut s'attendre à ce que le nombre d'inscriptions soit beaucoup plus important. Lors de la planification des capacités du système, il faut tenir compte non seulement de la taille prévue de la base de données mais aussi de l'ajout possible d'applications et de fonctions supplémentaires (par exemple, l'élargissement ultérieur de la base de données du registre pour permettre l'inscription de jugements ou de sûretés non conventionnelles ou l'ajout de liens vers d'autres bases de données de

l'administration publique telles que le registre national des entreprises ou d'autres registres des biens mobiliers ou immobiliers).

4. Programmation

80. Les spécifications de programmation du registre seront fonction des critères d'inscription et de recherche applicables et en particulier de la question de savoir si l'inscription, l'indexation et la recherche seront seulement possibles à partir de l'identifiant du constituant ou également à partir du numéro de série. Les spécifications matérielles et logicielles devraient être solides et sécurisées par des fonctionnalités qui réduisent le risque de corruption des données, d'erreur technique et de piratage. Outre les programmes de bases de données, des logiciels devront être mis au point pour gérer les communications avec les utilisateurs, les comptes d'accès, le paiement des frais et la comptabilité, les liens électroniques entre différents registres, les communications entre ordinateurs et la collecte de données statistiques sur les inscriptions et les recherches.

81. Dans certains États où les constituants et les biens sont souvent identifiés par un numéro, le registre est conçu de manière qu'il puisse vérifier le numéro dans un registre externe. Par exemple, un numéro de série peut être vérifié dans la base de données externe pertinente lorsque cela est possible (par exemple, le registre des véhicules automobiles ou le registre des entreprises), permettant ainsi de s'assurer que le numéro correct a été saisi.

5. Qualité des données

82. Un registre des opérations garanties reposant sur l'inscription d'avis n'a pas pour objet de garantir ou de prouver l'existence ou l'opposabilité des sûretés visées par l'inscription. Néanmoins, le système peut être conçu de manière à garantir un niveau de qualité minimum des informations saisies tout en empêchant également les personnes procédant à une inscription de commettre des fautes d'inattention, notamment en prévoyant des champs obligatoires, un contrôle des entrées, des menus déroulants et une aide en ligne.

6. Serveurs de secours

83. Bien qu'un registre électronique soit par définition moins vulnérable aux dommages matériels et au sabotage qu'un dossier papier, des serveurs de secours devraient être mis en place pour garantir l'accès et le fonctionnement ininterrompu en cas de défaillance des serveurs principaux.

7. Rôle du personnel du registre et responsabilité

84. Le rôle du personnel du registre devrait se limiter pour l'essentiel à gérer et faciliter l'accès des utilisateurs, à faire payer les frais et à surveiller le fonctionnement et la maintenance du système. S'il appartient aux personnes procédant à l'inscription de saisir les données d'inscription et d'en vérifier l'exactitude, elles assument l'entière responsabilité des éventuelles erreurs ou omissions et il leur incombe d'apporter les corrections ou modifications nécessaires.

85. La responsabilité éventuelle du registre ne peut donc être invoquée que: a) si des informations ou des conseils oraux inexacts ou trompeurs ont été donnés; et b) en cas de perte due à des résultats de recherche incorrects ou incomplets en

raison d'une défaillance du système. Le personnel du registre devrait également être chargé de surveiller continuellement le bon (ou le mauvais) fonctionnement du registre dans la pratique et notamment de recueillir des données statistiques sur le nombre et le type d'inscriptions et de recherches effectuées afin que l'on puisse, si nécessaire, modifier rapidement les lois applicables ou les processus d'inscription et de recherche concernés (voir recommandation 56 du *Guide*). Chaque État devra adopter des règles précisant, le cas échéant, l'étendue de sa responsabilité pour ces risques.

8. Financement des coûts initiaux de mise en place et de fonctionnement (frais d'inscription et de recherche)

86. La mise en place d'un registre électronique moderne nécessite un investissement initial pour couvrir les coûts de l'élaboration du registre, du matériel et des logiciels. Toutefois, étant donné le faible coût de fonctionnement d'un registre électronique, cet investissement devrait être amorti assez rapidement une fois le registre en place. Les frais d'inscription et de recherche devraient être fixés à prix coûtant et ne devraient pas être utilisés pour obtenir des recettes fiscales. Autrement, l'augmentation du coût des opérations qui en résulterait compromettrait le succès général de la réforme (voir recommandation 54 i) du *Guide*).

87. Si le registre est mis au point et exploité en partenariat avec un fournisseur de services et de solutions logicielles, l'investissement initial dans l'infrastructure du registre peut être réalisé par le partenaire sous réserve qu'il puisse recouvrer son investissement en facturant des frais d'utilisation une fois que le registre est en place et fonctionne.

9. Formation théorique et pratique

88. Pour assurer une mise en place sans heurts du système de registre et son adoption rapide par les utilisateurs potentiels, l'équipe chargée de le mettre en place devra élaborer des programmes de formation théorique et pratique, diffuser des documents de promotion et d'information et organiser des stages de formation.

VI. Autres questions

A. Supervision et fonctionnement du registre

89. On pourrait donner des orientations utiles aux États en passant en revue les approches actuellement suivies pour déterminer les services publics les mieux placés pour mettre en place le registre et superviser son fonctionnement et les différentes façons dont ce fonctionnement peut être assuré. D'après le *Guide*, l'exploitation courante du registre peut être confiée à une entité privée, mais les États devraient conserver la responsabilité de veiller à ce que le registre fonctionne conformément au cadre juridique établi (voir chap. IV, par. 47 et recommandation 55 a) du *Guide*).

B. Inscription des sûretés réelles mobilières en garantie du paiement d'une acquisition

90. Les sûretés réelles mobilières en garantie du paiement d'une acquisition bénéficient d'une priorité spéciale. Une question qui pourrait être examinée est celle de savoir si l'inscription devrait indiquer qu'elle concerne une sûreté en garantie du paiement d'une acquisition.

C. Mesures de lutte contre la corruption

91. Le registre devrait être conçu de manière à rendre la corruption le plus difficile possible. Diverses mesures peuvent être envisagées notamment: a) faire en sorte qu'il soit impossible au personnel du registre de modifier la date et l'heure de l'inscription, ainsi que les autres informations saisies par la personne procédant à l'inscription; b) ne pas donner au personnel du registre le pouvoir de décider de l'acceptation ou du rejet d'une inscription; et c) empêcher tout contact entre le personnel du registre et les paiements de frais en liquide.

D. Transition

92. La question de la transition et de la migration des données existantes (sûretés réelles mobilières) lors de la création d'un nouveau registre devra également être examinée. Cet aspect est essentiel et les États devront recevoir des orientations sur les mesures à prendre pour moderniser les registres existants.

E. Règlement des litiges

93. Un mécanisme peut être envisagé pour régler les litiges entre les parties concernées par l'inscription de sûretés réelles mobilières. Ce mécanisme devrait inclure les procédures judiciaires ou administratives simplifiées qui ont été évoquées dans le contexte de la radiation ou de la modification de l'inscription (voir par. 55 à 59 ci-dessus). Il pourrait également prévoir des procédures de règlement rapide des litiges à l'amiable, telles que la médiation et l'arbitrage en ligne.
